



dossier
lignes d'attac
#142

Une nouvelle donne internationale

La mondialisation et le capitalisme néolibéral sont à bout de souffle. Les promesses d'une croissance durable, assurant une vie décente et pacifique au plus grand nombre, ont fait long feu. Pour perdurer, le capitalisme évolue et prend d'autres formes, encore plus prédatrices, violentes et guerrières. Le second mandat de Trump incarne ce tournant autoritaire et brutal d'une « nouvelle mondialisation », portée par les forces d'extrême droite, qui s'affranchit des règles démocratiques, méprise l'écologie, accapare les ressources, démantèle l'action publique et la protection sociale. Dans ce dossier, nous revenons sur cette nouvelle donne internationale et proposons des pistes pour un altermondialisme renouvelé.

AVIS

vous pouvez commander des exemplaires de ce dossier par lots de 25 exemplaires en envoyant un courriel à materiel-militant@attac.org (seuls les frais de port seront à votre charge)

Attac

association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne
est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action.
Attac se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques

Attac France
5 villa de la Tourelle
93100 Montreuil
01 56 06 43 60
attacfr@attac.org

juillet 2025

Face à Trump et Poutine, l'Union européenne souhaite « réarmer l'Europe »

La situation ouverte par l'élection de Donald Trump aux États-Unis confirme des dynamiques à l'œuvre dans de nombreux pays, notamment à travers une alliance entre l'extrême droite et des courants libertariens. La « nouvelle mondialisation » n'est plus seulement néolibérale, elle est autoritaire, intolérante, brutale, nationaliste.

Néanmoins, l'élection états-unienne ouvre aussi une nouvelle période quant aux rapports de force entre puissances, des guerres commerciales, des formes de l'impérialisme et des guerres, du multilatéralisme et du droit international. La réponse de l'Union européenne (UE) à cette nouvelle donne internationale semble se résumer à un mot : le réarmement.

On assiste depuis l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis à un profond bouleversement des alliances entre États, notamment avec la Russie, avec qui il existe plus qu'une convergence de vues : tous les deux sont les défenseurs d'un carbo-capitalisme agressif, avide de conquêtes territoriales, masculiniste, anti-démocratique... Si la Russie a été un rival historique, les convergences semblent désormais possibles, sur le dos des Ukrainiens, chaque puissance ayant en tête le partage des ressources de l'Ukraine.

Quand les alliés deviennent vassaux...

Donald Trump entend remodeler la mondialisation au profit des États-Unis, comme en témoigne sa politique de droits de douane. Annoncée le 2 avril, celle-ci devait symboliser la « libération » économique du pays, marquant une rupture avec le système économique construit par Washington et ses alliés depuis les années 1980. D'une manière unilatérale, les États-Unis imposent une politique coercitive visant le monde entier, y compris ses alliés traditionnels devenus de simples vassaux, l'éloignant de son discours officiel sur la démocratisation et la stabilité mondiale.

L'hégémonie américaine classique, qui ralliait à sa cause les pays sous sa coupe, laisse sa place à une

stratégie de domination. En parallèle, le ralliement des GAFAM et d'Elon Musk à Trump renforce l'influence de la Big Tech et la dynamique de « technoféodalisation » de la société. L'UE, de son côté, s'accroche à une logique libre-échangiste héritée des années 1990 et continue à signer et négocier des accords libre-échange (Mercosur, Mexique, Indonésie, Inde, Thaïlande...).

Le choc Trump nous pousse vers un monde multipolaire, avec une partie comprenant des pays vassaux qui ont cédé au président américain et une autre où les BRICS+ émergent comme une alternative. Chine et Russie s'affirment comme des garants de stabilité, s'efforçant de configurer des règles du commerce international, et multipliant des accords commerciaux moins contraignants que leurs équivalents européens ou américains.

La résilience de Moscou face aux sanctions pourrait inspirer d'autres pays du Sud, tandis que des puissances comme l'Inde ou les Émirats arabes unis consolident leurs réseaux commerciaux. Cependant, la suprématie états-unienne persiste, portée par le dollar et l'hégémonie numérique (70% du trafic internet transite par les serveurs d'Amazon, deux tiers du cloud sont contrôlés par Microsoft, Amazon et Google). À court terme, les États-Unis conservent leur emprise, mais les équilibres globaux évoluent.

En Palestine et en Ukraine : contre les peuples et le droit international

La relative entente qui se dessine entre les États-Unis et la Russie se fait au détriment des peuples et du droit international, en premier lieu en Ukraine et en Palestine. La façon dont Trump a engagé ou poussé à des accords dans les deux cas au début de sa mandature montre non seulement l'inanité de ses propositions pour mettre fin aux guerres, mais également l'absence totale de considération pour les peuples concernés ou leurs représentants. Du reste, ces accords n'ont eu aucun effet, et ont été suivis d'une intensification des conflits et du nombre de morts.

Après le 7 octobre 2023, Israël a radicalisé son projet colonial en menant une guerre génocidaire et en cherchant à prendre le contrôle de Gaza. On dénombre depuis le début

© Jeff Secrest (Unsplash)





de l'agression militaire plus de 50 000 morts, dont 15 000 enfants, et plus de 115 000 blessés, dont plus de 34 000 enfants, 11 200 personnes disparues à Gaza (chiffres Unicef avril 2025). Israël est un allié essentiel non seulement des États-Unis, ces derniers lui permettant de poursuivre sa guerre, mais aussi de l'Union Européenne qui n'a rien fait pour stopper le génocide en cours.

En Ukraine, depuis février 2022, on compte plus de 12 000 morts et environ 30 000 blessés (chiffres de l'Onu en janvier 2025) ; le Wall Street Journal évoque même un million de morts ou blessés en Ukraine et en Russie entre février 2022 et septembre 2024. Par ailleurs, depuis le début de la guerre, on évalue à 6,86 millions le nombre de réfugiés ukrainiens, dont près d'un million en Pologne. Cela s'inscrit dans la suite d'une série de conflits et d'annexions de territoires qui ont profondément changé la société ukrainienne.

Dans les déséquilibres géopolitiques et de rapports de force que ces conflits révèlent, l'Union européenne apparaît quant à elle comme une simple zone de libre-échange dépourvue de corpus politique et ayant un poids faible dans les relations internationales. Si la « menace existentielle » russe brandie par Emmanuel Macron en mars 2025 pour plaider une augmentation des capacités de défense européenne n'est pas réelle pour une bonne partie de l'Europe, la question d'une politique de défense indépendante se pose néanmoins de manière plus concrète pour la Pologne, les États baltes et les pays nordiques.

Vers un tournant militaire de l'Union européenne ?

L'Union européenne doit faire face aux conséquences du changement d'alliances en cours. Alors qu'après 1945, l'Union européenne s'est forgée comme alliée des États-Unis, incapable de mener une politique indépendante d'un point de vue militaire ou diplomatique, elle en paye le prix aujourd'hui, et est obligée d'opérer un virage rapide ; la réorientation de la politique européenne passe par une nouvelle politique militaire.

Cette nouvelle politique se traduit par le plan « Réarmer l'Europe », présenté par la présidente de la Commission

européenne, Ursula von der Leyen, le 4 mars 2025, qui vise à ren-fortifier les capacités de défense de l'Union européenne en mobilisant près de 800 milliards d'euros sur quatre ans. Cette augmentation devrait correspondre à 3 ou 4 % du PIB contre 2 % environ aujourd'hui. L'Allemagne sera particulièrement concernée par cette hausse des budgets militaires.

Certes, sur le plan des marchés militaires, les États-Unis restent largement dominants, avec près de 40 % des dépenses militaires mondiales (970 milliards de dollars sur les 2 443 milliards de dollars dépensés à l'échelle mondiale) et 43 % des armes exportées au niveau mondial. Mais l'UE a lancé plusieurs projets de défense dans les dernières années, et ses dépenses militaires sont passées de 204 milliards d'euros en 2022 à 326 milliards d'euros en 2024, soit environ 20 % des dépenses mondiales¹. L'aide à l'Ukraine agressée est une part très inégale et souvent minime de ces différents budgets.

Face à l'alliance entre Trump et Poutine, les réponses européennes s'inspirent pour partie du rapport Draghi qui proposait « une stratégie propre à l'UE afin qu'elle devienne plus "indépendante" dans le contexte de la rivalité entre les États-Unis et la Chine » en renforçant « l'industrie de l'UE à hauteur de 800 milliards d'euros pour suivre la Chine et les États-Unis » à travers un « financement conjoint » public/privé pour soutenir les « biens publics européens » tels que les infrastructures énergétiques et la défense².

Ainsi, pour résumer la reformulation du projet pour l'UE, celle-ci doit devenir une puissance plus indépendante des États-Unis, plus militarisée, dont le modèle économique s'appuie sur la relance de l'industrie de l'armement, qui accentue les politiques antisociales, sans politique climatique ambitieuse, et est toujours aussi violente avec les migrant-es.

Loin d'être un contre-modèle par rapport aux États-Unis, la Russie ou la Chine, le nouveau projet européen cherche à se relancer dans le contexte d'une rivalité accrue pour les minerais rares et coûteux, les terres rares, les terres agricoles et même l'eau, que ce soit en Afrique, en Asie, en Europe ou ailleurs. Face à cette impasse, il est urgent de tracer les contours de nouvelles solidarités altermondialistes.

Vincent Gay et Nicolas Roux

La version intégrale de cet article est disponible en ligne : france.attac.org/9693

1 Amélie Ferey, « Réarmer sans se renier : la défense européenne face au piège de la dérégulation », *Mediapart*, 13 avril 2025

2 Marlène Rosato, « Vers les "États-Unis d'Europe" ? Ce que dit vraiment le rapport de Mario Draghi », *Contretemps*, 8 décembre 2024

Comment la Chine défie l'hégémonie des États-Unis

Guerre commerciale, sanctions financières, batailles des puces, internationalisation du renminbi, nouvelles routes de la soie, course à l'armement dans l'Indopacifique... Difficile d'ignorer l'intensification des tensions entre la Chine et les États-Unis. D'autant que cette rivalité ne se déroule pas seulement dans le lointain océan Pacifique. La bataille pour l'avenir du monde s'y joue bel et bien. Et ses ramifications s'étendent d'ores et déjà jusqu'en Europe. À l'heure actuelle, aucun pays du monde ne peut échapper aux conséquences de la rivalité sino-américaine. Mieux vaut alors en connaître les contours.

Cette rivalité entre les États-Unis et la Chine se joue en premier lieu sur le terrain des infrastructures. Ce terme ne renvoie pas seulement aux infrastructures physiques comme les routes, mais couvre un éventail large de dispositifs permettant la rencontre entre l'offre et la demande, comme les infrastructures monétaires, techniques, numériques ou encore militaires. Les infrastructures permettent au marché mondial de fonctionner, elles sont à la fois gage de profits extraordinaires et source de pouvoir politique extraterritorial. C'est la raison pour laquelle les États-Unis sont fermement attachés à ce que le reste du monde utilise leurs infrastructures, tandis que la Chine cherche systématiquement à mettre en place un dispositif alternatif.

C'est à partir de cette optique qu'on est en mesure de réellement comprendre le projet chinois des Nouvelles routes de la soie, initié en 2013. Consistant en un immense projet de construction d'infrastructures physiques dans des pays – pour la plupart – sous-développés, la Chine fait d'une pierre deux coups. Premièrement, elle finance des projets, dont la valeur agrégée dépasse le trillion de dollars. Ce faisant, elle écoule une partie de sa surproduction à l'étranger. Deuxièmement, elle accède à des matières premières stratégiques et évite des goulets d'étranglement du transport maritime sous contrôle américain.

La montée en puissance de la Chine est sans doute la plus nette dans le domaine des technologies. Cette réussite est largement due à sa planification, qui, à partir de 2006 mise sur le développement de technologies indigènes. Elle abandonne alors l'espoir que les multinationales étrangères présentes sur son territoire acceptent de partager leurs technologies. S'ensuit une montée en puissance spectaculaire, qui permet à la Chine de s'affranchir de son statut subordonné dans l'économie mondiale. En seulement 15 ans la Chine a dépassé dans certaines technologies clés l'Union européenne, puis les États-Unis.



© DR

Cette montée en puissance technologique est susceptible de catapulter des firmes chinoises à la tête d'une série de chaînes de valeur. En effet, les bénéfices que les firmes multinationales s'approprient dans le cadre de cette division internationale du travail reposent notamment sur le contrôle monopolistique d'un petit nombre de technologies de pointe. Premiers monopolistes intellectuels au monde, les multinationales américaines étaient jusqu'à présent le principal bénéficiaire de cette organisation de la production. Aujourd'hui, leur position est plus menacée que jamais.

À partir de 2016, le gouvernement américain prend la mesure du rattrapage chinois. Une des dernières décisions de l'administration Obama est la mise en place d'un groupe de travail chargé de défendre la supériorité américaine en matière de semi-conducteurs – domaine crucial pour toute une série de technologies de pointe, parmi lesquelles l'intelligence artificielle. Peu après, les premières sanctions sont formulées contre des sociétés chinoises. Ces sanctions se radicalisent rapidement sous les présidents suivants. Dès 2017, la stratégie de sécurité nationale place le « défi de la Chine » en son cœur. Celle-ci y est mentionnée pas moins de trente fois. Dans la foulée, fin 2018, soit cinq ans après l'inauguration des Nouvelles Routes de la soie par Xi Jinping, le parlement américain adopte une loi relative au développement d'infrastructures dans la périphérie. Fait rare pendant le mandat de Trump, celle-ci a été soutenue par les deux grands partis.

La bataille pour l'hégémonie mondiale

La Chine défie systématiquement la supervision américaine du capitalisme mondial en mettant en place des infrastructures physiques, techniques, monétaires, numériques et militaires concurrentes. Toutefois, il ne suffit pas de proposer d'autres infrastructures – encore faut-il que le reste du monde les accepte. C'est ainsi que la question de l'hégémonie devient cruciale pour le projet d'une réorganisation sino-centrée du marché mondial.



Chez Antonio Gramsci, l'hégémonie repose sur le consentement et la coercition. Superviser le monde exige de manier soigneusement ces deux aspects. Une puissance n'utilisant que l'arme de la coercition verrait le monde entier se liguer contre elle et, tôt ou tard, elle entrerait en déclin. De même, une puissance mobilisant exclusivement le levier de la séduction pourrait bâtir une influence internationale considérable, mais resterait vulnérable aux coups de force. L'hégémonie, tout comme sa contestation, ne se construisent qu'en articulant la force et le consentement.

Le concept d'hégémonie aide à percevoir un autre aspect des Nouvelles routes de la soie. Ces dernières ne représentent pas seulement une solution spatiale à la suraccumulation chinoise mais un dispositif de séduction. Car du point de vue des pays participant au projet, la Chine répond à un vrai besoin. Selon l'ONU, des investissements annuels de 1 500 milliards de dollars sont requis pour combler le sous-financement criant des infrastructures physiques dans la périphérie. Les Nouvelles routes de la soie réduisent cet écart entre les besoins et les équipements existants, qui s'est notamment creusé dans le cadre de la fabrique américaine de la mondialisation.

La démarche chinoise est d'autant plus efficace qu'elle ne se déploie pas seulement sur le terrain des infrastructures mais aussi sur ceux de la santé et l'éducation. En parallèle, la Chine bénéficie de l'érosion du pouvoir de séduction des États-Unis. Il convient cependant de souligner que la croissance de la popularité de la Chine ne se développe pas de manière linéaire. Les plus proches alliés des États-Unis et en particulier les pays de l'UE ont clairement renforcé leur alignement transatlantique ces dernières années. En revanche, dans les pays asiatiques et africains, la Chine est désormais perçue comme étant plus à même d'assurer un ordre mondial désirable que les États-Unis. Autrement dit, l'hégémonie américaine est en perte de vitesse manifeste.

Face à l'incapacité à renouveler leur pouvoir de séduction, les États-Unis sont tentés de déséquilibrer le cocktail hégémonique en faveur de la force. C'est une pente glissante : plus l'hégémon troublé agit autoritairement, plus il sape sa légitimité aux yeux des autres pays du monde, sans pour autant fondamentalement entraver le projet hégémonique chinois.

C'est pourtant la voie que poursuit l'administration Trump. Précisons cependant que les administrations précédentes, démocrates ou républicaines, n'ont pas opté pour une option fondamentalement différente. Depuis plus de 20 ans, les États-Unis sont pris dans une fuite en avant dans l'usage de la force. Même pendant les moments les plus chauds de la Guerre froide, Washington n'a pas acheté autant d'armement qu'aujourd'hui.

En même temps, la Chine, en pleine solution spatiale à sa propre crise de suraccumulation, fait également preuve d'une préoccupation grandissante pour la sécurisation des matières et des débouchés à l'étranger. En conséquence, elle aussi muscle sa présence internationale. Sans se cibler intentionnellement, les occasions de frottements militaires entre les deux grandes puissances sont donc amenées à augmenter, en particulier dans le Mer de Chine méridionale.

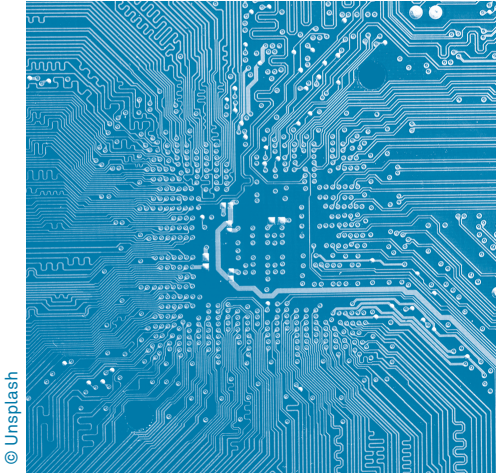
Si cette rivalité entre deux impérialismes se traduit concrètement par des frictions croissantes entre de gigantesques machines de guerre, il faut garder à l'esprit les ordres de grandeur. Avec des dépenses militaires annuelles à hauteur de 900 milliards de dollars, le Pentagone est de loin le ministère de la défense le plus riche au monde. Son équivalent chinois affiche 300 milliards de dollars, mais avec une forte tendance à la hausse.

De plus, la Chine dispose d'à peine 30 bases militaires en dehors du territoire national, situées essentiellement dans son voisinage proche. Par contraste, les États-Unis entretiennent un réseau de 800 bases militaires à l'étranger, qui leur permettent d'intervenir très rapidement, même dans les coins les plus reculés du monde. Près de 300 de ces bases se situent autour de la Chine. De facto, les Océans indien et pacifiques sont des mers américaines. L'affrontement impérialiste entre la Chine et les États-Unis reste donc largement asymétrique – ces derniers disposant de capacités d'intervention incomparablement plus conséquentes.

Benjamin Bürbaumer

auteur de *Chine/États-Unis, le capitalisme contre la mondialisation* (La Découverte, 2024)

La version intégrale de cet article est disponible en ligne france.attac.org/9524



Aux États-Unis l'alliance périlleuse du militaire et de la Tech

Le président Donald Trump lance les États-Unis vers un précipice dans lequel l'économie mondiale et l'humanité risquent d'être englouties. Il sème le chaos mais n'a aucune certitude qu'il en récoltera les bénéfices. C'est ici que les personnages rencontrent les lois de l'histoire : le court-termisme de Trump celui de l'horizon du capital états-unien. Pour répondre au déclin de l'hégémonie des États-Unis, qui s'est accélérée depuis la fin des années 2000, le président semble en particulier déterminé à poursuivre et amplifier la surenchère militaire en enrôlant davantage le secteur de la Tech dans les efforts de guerre états-uniens.

Le constat est patent : les tentatives des administrations Obama, Trump 1 et Biden à enrayer le recul économique des États-Unis se sont traduites par un échec. L'administration Obama avait lancé le « pivot vers la Chine » au début des années 2010 avec l'objectif de contenir l'économie et le militarisme de la Chine. L'administration Biden (2020-2024) a notablement amplifié les mesures protectionnistes qui avaient été prises par Trump 1 (2016-2020). Le secrétaire d'État au Trésor avait alors préconisé le découplage des économies des États-Unis et de la Chine, et souhaité que, désormais, les grands groupes occidentaux « relocalisent dans les pays amis ».

Le durcissement progressif et continu de la politique états-unienne, d'Obama à Trump 1, puis à Biden, n'a cependant pas suffi à enrayer l'ascension chinoise. Et les déficits commerciaux et budgétaires des États-Unis ont continué à grimper dans un mouvement notable et inverse à leur influence géopolitique, en dépit du fait qu'ils réalisent 40 % des dépenses militaires mondiales.

C'est pourquoi le comportement « erratique » de Trump, qu'il reflète ou non un trait de caractère, traduit plus profondément le fait que les États-Unis n'ont plus d'autre vision stratégique que d'empêcher la Chine de poursuivre son ascension économique et géopolitique. Rien ne garantit que la diplomatie appelée dans le monde anglophone du « bord du gouffre » (*brinkmanship diplomacy*) qui est menée par Trump atteindra ses objectifs affichés de reconquête du marché intérieur des États-Unis et de l'arrêt de l'ascension chinoise.

Au bout de quelques mois, un premier bilan de la situation des États-Unis indique plutôt des résultats contraires. En réalité, le degré d'interdépendance aujourd'hui atteint par le marché mondial transforme le découplage espéré par l'administration Trump en une fragmentation géopolitique accélérée au point même d'ébranler le bloc transatlantique.

Au-delà des enjeux économiques et commerciaux, Trump semble déterminé à jouer pleinement la carte militaire. En avril 2025, il annonçait une augmentation de 12 % par rapport au budget militaire de 2024, déjà colossal : « 1000 milliards. Personne n'a jamais vu quelque chose comme cela. Nous allons avoir une très, très puissante armée » affirmait-il à l'occasion d'une rencontre avec Benjamin Netanyahu.

Devant le chaos qu'ils amplifient et dans leur affrontement contre la Chine, les États-Unis misent donc sur système militaro-industriel, et plus précisément, nous allons le voir, sur son alliance avec les géants de la tech, dans le cadre d'une intégration des technologies d'intelligence artificielle dans les technologies militaires.

Quand l'IA scelle l'alliance de la Tech et de l'armement

Dès la fin des années 2010 et le durcissement de la concurrence économique et une amplification des rivalités géopolitiques, les militaires des grandes puissances mondiales (en Chine en 2017, aux États-Unis en 2018 et en France en 2019) ont sérieusement pris en compte l'IA. Son intégration dans les doctrines et les équipements militaires marque une étape supplémentaire dans la longue histoire de l'utilisation des technologies à des fins de destruction. L'émergence de systèmes d'armes autonomes est ainsi souvent décrite comme une troisième révolution militaire, après l'invention de la poudre et les armes nucléaires.

Il est donc inévitable que les formidables potentialités militaires de l'IA conduisent à des transformations radicales du complexe militaro-industriel des États-Unis. Du point de vue industriel, celui-ci est structuré depuis la seconde guerre mondiale autour de quelques grands groupes qui, au terme de trois décennies de fusions-acquisitions, sont principalement bénéficiaires des contrats du Pentagone. En 2024, Lockheed Martin a reçu 47 milliards de dollars de commandes du Pentagone et avec 15 % du total, figure très largement en tête. Les 10 premiers groupes ont reçu plus de 40 % des commandes militaires.

Au cours des dernières années, les géants du numérique ont fait valoir leurs intérêts afin de figurer parmi les grands fournisseurs du Pentagone. En 2022, Anduril, une start-up créée par le libertarien Peter Thiel, un des soutiens les plus anciens de Trump, a publié un document qui dénonçait la faible capacité d'innovation technologique du complexe militaro-industriel, notant par exemple que jusqu'en 2019, les données concernant l'arsenal nucléaire du pays étaient stockées sur des disques externes. Le message essentiel qui concluait le rapport était qu'«il n'y a pas de recette magique pour diminuer les coûts, mais une bonne dose de capitalisme de marché nous aiderait sacrément à atteindre cet objectif.»

Les autres entreprises du numérique ont progressivement abandonné leurs réticences pour entrer dans le cercle fermé des fournisseurs du Pentagone. Sam Altman, le co-fondateur d'OpenAI avait tweeté le lendemain de l'élection de Trump en 2016 : «C'est la pire chose qui puisse se passer dans ma vie». Huit années plus tard, il figure parmi les donateurs importants du candidat républicain. Son entreprise, de même que Google ont officiellement révoqué les clauses éthiques qui limitaient leur implication dans les programmes de recherche militaire. Ils sont tous fascinés par la façon dont Elon Musk a remporté des contrats pour le déploiement de systèmes satellitaires du Pentagone, montrant que même Lockheed Martin (15% des commandes totales du Département de la défense en 2024) peut-être battu.

Dès son arrivée au pouvoir, Donald Trump a placé Elon Musk à la tête du département de l'efficacité gouvernementale (*Department of government efficiency, DOGE*). Ce dernier s'est attaqué au Département de la défense (*Department of Defense, DoD*). Comme l'a expliqué le secrétaire d'État à la défense dans une interview en février 2025, l'objectif était «de tailler dans le gras dans les bureaux mais de muscler l'armée, ceux qui font la guerre» avec un objectif affiché de réduction des personnels civils de 5% à 8% des 700 000 employés civils qui travaillent au Pentagone.

Plus généralement, Musk s'est donné pour objectif de restructurer les agences du secrétariat à la défense de façon à laisser plus de place aux entreprises du numérique, dont la sienne. Les grands groupes du numérique ont d'ailleurs décidé d'unir leurs forces au sein d'un Consortium dont l'objectif explicite est de «constituer une nouvelle génération de maître d'œuvre dans la défense» et ainsi ébranler la position des grands groupes qui occupent la place depuis des décennies. On comprend l'inquiétude des groupes déjà en place qui devront désormais partager la rente financière issue des contrats avec le ministère de la défense. Toutefois, un marché à 1000 milliards de dollars et en expansion de 12% en 2025 devrait leur permettre de continuer à satisfaire leurs actionnaires, comme ils le font depuis des décennies.

Un bonapartisme états-unien

Comment qualifier le régime politique qui prend forme aux États-Unis ? Pour répondre à cette question, il faut d'abord observer les dynamiques plutôt que d'adopter des formules figées. En effet, les transformations de l'État fédéral entre la première administration de Trump (2016-2020) et Trump 2 (2024-2028) sont considérables. L'idéologie était déjà réactionnaire, et Steve Bannon en était déjà un des architectes. Mais il était foncièrement opposé aux dirigeants des grands groupes du numérique, qu'il qualifiait dans une interview en janvier 2025 de «technoféodalistes».

Depuis son élection en novembre 2024, ces dirigeants ont en partie pris possession de l'appareil d'État, et plus précisément, du Pentagone, qui en constitue le cœur. L'idéologie n'a pas changé, elle demeure nativiste, raciste et suprématiste. Ce qui a changé, en relation évidente avec le recul économique et géopolitique des États-Unis, c'est la nécessité pour y faire face, d'investir totalement l'appareil d'État fédéral et d'y vaincre les résistances. En effet, ni Trump, ni Musk n'ont oublié l'opposition exprimée par une partie de l'État-major à l'utilisation de l'armée dans les rues de Washington lors des manifestations organisées après l'assassinat de George Floyd par la police en juin 2020.

L'ascension politique de Trump évoque ainsi une aventure bonapartiste, au sens forgé par la sociologie politique et en premier lieu par Marx, d'un homme fort qui centralise les pouvoirs politiques à son profit dans une démarche autoritaire, développe une approche plébiscitaire (aujourd'hui grâce aux réseaux sociaux) et mobilise l'armée dans des guerres à l'étranger et dans le pays contre les oppositions populaires.

L'évolution d'un régime bonapartiste n'est toutefois pas fixée au départ. Celle du régime Trumpiste dépend de plusieurs facteurs dont la force de la résistance populaire et l'existence d'alternatives politiques, ainsi que de l'ampleur des tensions au sein de l'ordre économique et géopolitique mondial, deux paramètres qui testeront à leur tour la cohésion des classes dominantes des États-Unis.

Claude Serfati

économiste, chercheur associé à l'IRES,
auteur de *Un monde en guerres* (Textuel, avril 2024)
La version intégrale de cet article est disponible en ligne :
france.attac.org/9711

De nouvelles perspectives altermondialistes

Face aux nouveaux risques de guerres et à la fuite en avant du capitalisme, il ne s'agit ni de se ranger derrière les injonctions au réarmement de l'Union européenne, défendues notamment par Emmanuel Macron, ni de mettre à distance les enjeux internationaux, y compris militaires, en occultant les solidarités envers les peuples agressés et les menaces auxquelles nous sommes confrontés.

Le plan Réarmer l'Europe vise à faire de l'Union européenne (UE) une puissance militaire concurrentielle plus qu'un soutien aux peuples opprimés. Nous nous y opposons tout comme nous refusons toute réforme anti-sociale, toute restriction budgétaire, tout recul des politiques écologistes ou toute attaque contre les libertés publiques, au nom de la guerre.

Pour autant, nous devons affirmer la nécessité d'une indépendance de la politique de défense et le soutien aux peuples agressés par des livraisons d'armes quand ceux-ci le demandent. Cela n'implique pas une hausse des budgets militaires mais une réorientation des politiques en la matière qui passe par un contrôle démocratique sur les productions d'armes et leur destination.

Nous pouvons ainsi poser la question de la nationalisation des industries d'armement, en même temps que nous sommes favorables à l'arrêt des livraisons d'armes à des régimes réactionnaires ou pour des visées néocoloniales. Nous devons redévelopper des campagnes pour remettre à l'ordre du jour la bataille au plan mondial pour de nouveaux traités contre la prolifération des armes nucléaires et le désarmement. Alors que les dirigeants européens insistent sur le besoin d'indépendance militaire, l'UE est surtout dépendante dans des domaines bien plus cruciaux comme l'énergie (voir les problèmes posés par la dépendance au gaz russe) ou les productions utiles (voir les effets de la rupture des chaînes d'approvisionnement du matériel médical pendant la crise du covid). Si de grands investissements européens sont nécessaires, il faut d'abord les diriger vers des politiques écologiques, énergétiques, agricoles, alimentaires, de santé, numériques...

Plus largement, c'est le moment de relancer les débats et actions pour mettre en œuvre des rapports économiques équitables, qui rompe avec le néocolonialisme, et des politiques d'accueil pour les migrant-es. Nous devons dessiner des perspectives altermondialistes qui sortent de la logique armée pour promouvoir les sécurités collectives des peuples.

Vincent Gay et Nicolas Roux

Pour aller plus loin

Articles

« **Dans le chaos du monde** », dossier du n°42 des *Possibles* (printemps 2025). Avec les contributions de Gilbert Achcar, Nicolas Roux, Kahina Saadi, Sara Brimbeuf, Christiane Vollaie, Bertrand Badie, Ahmet Insel, Guillaume Duval, Geneviève Azam, Patrice Grevet, Daniel Hoffnung, Jean-Marie Harribey.

« **America First et le grand chambardement des relations internationales** » (19/05/2025). Gilbert Achcar déconstruit la logique de « l'Amérique d'abord », adoptée par le mouvement néofasciste américain connu sous le nom de MAGA : france.attac.org/9663

« **Le retour de Trump sonne-t-il la fin du libre-échange ?** » (19/05/2025). Nicolas Roux revient sur l'annonce de nouveaux droits de douane qui bouleverse encore davantage l'ordre néolibéral qui régit le commerce international depuis les années 1990 : france.attac.org/9668

« **Plus destructeur et plus profitable : l'injonction de Trump au système militaro-industriel des États-Unis** » (19/05/2025). Claude Serfati évoque l'importance et les transformations du complexe militaro-industriel américain : france.attac.org/9711

« **L'affrontement impérialiste entre la Chine et les États-Unis : comment le capitalisme mine la mondialisation** » (22/01/2025). Benjamin Bürbaumer analyse les enjeux de la rivalité sino-américaine : france.attac.org/9524

« **Dans un monde en guerres, pas de paix sans justice, solidarités altermondialistes** » (30/04/2025). Dans cette note, Attac revient sur les différents aspects de la nouvelle donne internationale : france.attac.org/9693

Livres

Attac et la Fondation Copernic, *Leur Europe et la nôtre* (Textuel, 2024)

Benjamin Bürbaumer, *Chine/États-Unis, le capitalisme contre la mondialisation* (La Découverte, 2024)

Claude Serfati, *Un monde en guerres* (Textuel, avril 2024)

secrétariat de rédaction
Frédéric Lemaire
ont contribué à ce dossier
Benjamin Bürbaumer,
Claude Serfati, Nicolas Roux,
Vincent Gay
maquette
Stéphane Dupont
impression
sur papier recyclé
Corlet